

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPÉISME

Rome - Janvier 1954

V^e année

Les hommes d'Etat qui en 1945-46 ont rallumé la flamme, étouffée par la guerre, de la vieille idée paneuropéiste, n'avaient certes pas imaginé qu'une initiative aussi généreuse et dont les répercussions dans la vie économique et politique des peuples pouvaient être si profondes, dût rencontrer les résistances et parfois même l'incompréhensible hostilité de ceux qui avaient à en bénéficier.

Nous-mêmes, réunis autour du BULLETIN EUROPEEN ne pensions pas, il y a cinq ans, que notre revue aurait « vieilli » en attendant la réalisation de cette idée simple et magnifique dans le coeur de laquelle résident la tranquillité de demain, la libération des peuples assujettis aux Russes, et l'équilibre politique, économique et moral d'un continent profondément ébranlé.

Le BULLETIN EUROPEEN entre aujourd'hui dans sa cinquième année d'existence et de parution régulière.

Nos lecteurs et nos amis nous pardonneront de souligner qu'en même temps que le « Bulletin », ont été imprimées des dizaines et des dizaines de publications identiques, dont la vie éphémère a pu donner l'impression fautive que cette même idée qui les inspirait était tout aussi fugace et destinée à ne pas durer.

Au contraire nous avons toujours été persuadés que l'union européenne est une puissante réalité et que d'autant plus acharnées sont les forces qui s'opposent à sa réalisation, d'autant plus haut doivent s'élever les drapeaux qui la défendent: le BULLETIN EUROPEEN est l'un de ces drapeaux.

Dans ce numéro :

G. de Reynold :
Vœu pour 1954

♦ ♦ ♦

Le discours
" atomique "
du
President Eisenhower

♦ ♦ ♦

La 1ère session du
Pool Charbon "Acier"

etc...

FRANCESCO MARIA DOMINEDÒ:

" Itinéraires de la Paix "

Dans la collection « *Piani, biblioteca di studi economici sociali politici e storici* » (Plans, bibliothèque d'études économiques, sociales politiques et historiques) de l'éditeur italien Garzanti, a paru récemment un ouvrage intitulé « *Itinerari della pace* » (Itinéraires de la Paix) de M. Francesco Maria Dominedò, sous secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, figure de premier plan de la politique italienne.

Le livre comprend quatre parties: « L'équilibre entre Orient et Occident », « L'union européenne », « L'intégration africaine », « La justice sociale internationale ».

Parmi les partisans de l'unité européenne, M. Dominedò s'est révélé l'un des plus nettement orientés vers une politique de défense des peuples opprimés derrière le rideau de fer. Son attitude antitotalitaire se manifeste clairement dans toutes les pages de ce livre qui embrasse tous les problèmes qui peuvent à travers « les itinéraires de la paix » résoudre les problèmes de notre continent tourmenté.

Nous nous occuperons surtout, dans ce compte-rendu, de la partie qui regarde l'unité européenne en précisant au passage que nous embrassons avec enthousiasme la thèse soutenue par l'Auteur: « *L'Europe ne se fera que par les européens et pour les européens. Dans le heurt entre deux systèmes politiques et sociaux, entre les divers excès, d'une civilisation de la matière, la capitaliste et la communiste, l'Europe, sans se placer dans une situation faussement intermédiaire entre ceux qui reconnaissent les droits de la personne humaine et ceux qui les nient, servira la cause du consortium humain et à la fois sa propre cause en devenant avant tout elle-même,*

dans cette suprême tentative de synthèse qui répond à l'esprit de sa propre civilisation ».

Donc, l'Europe unie faite par ses peuples, telle est la devise de l'heure: la création des Etats-Unis d'Europe par la volonté de ses peuples.

Dans le chapitre suivant, l'Auteur commente amplement les résolutions de la session de Bruxelles du Conseil International du Mouvement Européen, soulignant les conclusions positives de cette réunion et affirmant que l'idée de la création d'une structure politique européenne est en marche et que lorsque les idées pénètrent dans la conscience populaire, elles deviennent irrésistibles.

En étudiant les bases de l'unité européenne, l'Auteur en arrive à développer amplement le problème de l'unification du droit en Europe. L'institution

de la première Cour européenne à caractère superstatel devrait fournir l'occasion de jeter les bases d'une nouvelle théorie sur la souveraineté en ouvrant les horizons d'un droit public européen comme premier pas de l'unification juridique.

Le dernier chapitre de la partie consacrée aux problèmes européens regarde l'organisation économique de l'Europe.

Dans l'actuelle conjoncture internationale, lorsque tant de problèmes, aussi bien politiques ou militaires tourmentent les peuples d'Europe qui attendent un horizon plus clair et des directives à suivre, il nous semble que le livre de M. Francesco Maria Dominedò représente vraiment un guide et un « *itinéraire de la paix* ».

UNE COMMISSION D'ETUDE DU " MARKETING " AUX ETATS - UNIS

Le 28 janvier une Commission pour l'Etude du « Marketing », organisée par le Comité National de la Productivité, sous l'égide de la Présidence du Conseil des Ministres, est partie aux Etats-Unis pour un voyage d'études de six semaines.

La commission de 14 membres est composée d'industriels, d'économistes et de financiers et guidée par M. Guglielmo Tagliacarne. Le fondateur du « BULLETIN EUROPEEN », Dott. Constantin Dragan, en fait partie.

Il s'agit de la deuxième commission italienne invitée par le gouvernement américain pour visiter et étudier les aspects et l'activité des diverses industries et entreprises américaines.

UN ARTICLE DU « BULLETIN FEDERALISTE »

sur

TRIESTE

On a tout dit, peut-être, sur l'affaire de Trieste, hors ceci toutefois qu'elle constitue pour la communauté européenne, une épreuve, la première en son genre et sans doute la plus décisive. Car les six nations qui se fédèrent n'ont encore songé qu'à harmoniser leurs intérêts discordants — et cette besogne, il est vrai, s'avère passablement délicate. Aujourd'hui, c'est aux frontières d'une des nations de la communauté qu'un problème se pose; et tout le problème est de savoir si, en présence de la querelle qui oppose l'Italie au gouvernement yougoslave, les nations qui ont accepté d'unir en partie leur destin à celui de la nation italienne vont demeurer indifférentes et silencieuses, ou si elles y vont prendre part et faire entendre leur voix.

* * *

L'Italie n'est pas seule à avoir intérêt à ce que les frontières de l'Europe soient fixées non en deçà, mais au delà de Trieste. Dans l'Europe abrégée que l'invasion soviétique nous a faite, la Yougoslavie n'a pas, et n'aura pas, hélas! d'ici longtemps, sa place. Ainsi en a décidé l'homme qui en a pris en main les destinées par la ruse et la force, tout d'abord pour le compte de la révolution mondiale et de l'impérialisme soviétique. L'anathème qui l'a jeté hors de la communauté stalinienne n'a rien changé de fondamental ni à son régime, ni à son hostilité contre tout ce qui représente pour nous ce mot si lourd de sens et quasi mystique d'Occident. Tito à Trieste, c'est Trieste perdue pour l'Europe, et d'ailleurs aussi perdue pour elle-même. Car quel renouveau pourrait bien lui apporter son rattachement à un système économique quasi autarcique?

Trieste libre serait, pour l'Europe, plus dangereuse encore peut-être, quelle que fût la forme de cette « liberté ». Car ce serait pour l'ennemi un merveilleux centre d'intrigues, de manœuvres, d'espionnage. Le temps des villes libres et des principautés appartient au passé, ou à

un avenir plus paisible que celui que le présent nous permet encore d'entrevoir... Ces îlots de paix seraient aujourd'hui aux frontières des deux mondes des foyers de guerre... N'en saupoudrons pas la carte de l'Europe.

Faire Trieste libre, ce serait ouvrir deux plaies au lieu d'une, provoquer deux ressentiments. Il peut y avoir intérêt à ménager Tito; mais il y en a plus encore à ne pas heurter le peuple italien dans une affaire qui lui tient tant à cœur. Car le peuple italien aujourd'hui se sent plus que seul, abandonné; plus même peut-être qu'abandonné, trahi. Ce sentiment peut nous paraître injustifié, mais c'est que nous voyons les choses d'un œil froid, ce qui n'est pas toujours les voir de la façon la plus juste. La passion présente des Italiens est, elle aussi, une réalité, un fait; et ce n'est pas être réaliste que d'ignorer des faits de cette importance.

* * *

Or cette passion, elle peut être mise, si nous le voulons, au service de l'Europe. Car si les Italiens se sentaient soutenus, ne fût-ce que moralement, par ceux aux côtés de qui ils sont invités à faire un bout de chemin dans l'histoire, l'Europe leur semblerait tout autre chose qu'un système artificiel, une figure abstraite. Quelle que soit la forme que doit revêtir sa constitution, l'Europe ne peut acquiescer à une consistance, une réalité charnelle, que si elle devient une communauté passionnelle. Si elle reste une construction d'idéologies ou même une combinaison d'intérêts, elle éclatera au premier choc. Les nations sont œuvre de nature et, comme telles, les passions ont présidé à leur naissance tout autant que la raison. Ainsi en sera-t-il de l'Europe si elle doit former autre chose qu'une alliance d'un jour.

La France, au demeurant, ne s'engagerait pas dans les voies de l'injustice et de la déraison en prenant fait et cause pour l'Italie dans la circonstance présente. Le gouvernement italien a

pour lui le bon sens, le bon droit et notre parole. N'est-ce pas un Français, M. Georges Bidault, qui, en avril 1948 — à la veille des élections générales italiennes — fut chargé, au nom des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, d'annoncer aux Italiens que Trieste leur serait rendu? Et ne cède-t-on pas aujourd'hui au plus odieux des chantages à la guerre quand on renonce à rendre aux autorités italiennes l'administration de la zone A, ainsi qu'on le leur a promis, pour la seule raison que Tito — qui, lui, contrôle la zone B — menace faire avancer ses troupes? Le gouvernement français a reconnu l'italianité de Trieste; il l'a même reconnue depuis 1919. Nous ne pouvons pas nous en dédire.

Qui ne voit d'ailleurs que c'est à la France de prendre ici l'initiative, à la fois parce qu'elle s'est trouvée, dans un récent passé, en guerre avec l'Italie — et que son geste serait celui de la réconciliation — et parce qu'elle a cette chance d'être pratiquement, des nations de la communauté, la seule qui puisse intervenir? Est-ce que nous hésiterions à assumer ce rôle de porte-parole et, en quelque sorte, de soeur aînée? Obsédés, fascinés par les problèmes de l'Est, nos hommes politiques en oublient qu'il y a aussi un Midi de l'Europe et une Méditerranée; et tel d'entre eux, qui nous prie très inopportunistement de nous souvenez que l'Europe s'étend jusqu'à l'Oural, semble oublier qu'elle va beaucoup plus évidemment — jusqu'à Gibraltar et jusqu'à Messine. Comme si ce n'était pas en renouant ses amitiés latines (et cela notamment au sein de la communauté européenne) que la France pourrait retrouver la tranquillité d'esprit qui lui manque aujourd'hui pour accepter sans peur ni panique de se réconcilier avec l'Allemagne.

N'est-il pas clair ainsi, que l'affaire de Trieste est, au premier chef, une épreuve pour l'Europe?

Claude HARMÉL

LE DISCOURS "ATOMIQUE"

du **PRESIDENT EISENHOWER**

Après la Conférence des Bermudes, le 18 décembre, le Président Eisenhower a prononcé devant l'aéropage international de l'O.N.U., à New York, le fameux discours "atomique" qui avait été annoncé quelques jours auparavant.

En voici le texte:

« Quand m'est parvenue aux Bermudes l'invitation de M. *Hummaraskjoeld*, me proposant d'adresser la parole à l'Assemblée générale, j'étais sur le point d'ouvrir une série d'entretiens avec les premiers ministres et les ministres des affaires étrangères de Grande-Bretagne et de France sur quelques-uns des problèmes qui préoccupent l'humanité.

» Pendant toute la durée de la conférence des Bermudes je n'ai point oublié le grand honneur qui m'attendait...

» J'ai pensé que l'occasion était bonne pour vous dire certaines choses qui m'occupent, ainsi que mes collaborateurs du gouvernement et du Congrès, depuis de longs mois. Ces idées-là, j'avais primitivement le dessein de les exposer au peuple américain d'abord.

» Le peuple américain partage ma profonde conviction que s'il est un danger dans le monde toute l'humanité le partage. Et pareillement si un espoir existe dans l'esprit d'un peuple, cet espoir doit être partagé par tous.

» En effet, s'il existe des propositions capables d'alléger, fût-ce un peu, la tension internationale, quel serait l'auditoire devant lequel on pourrait les développer mieux que devant l'Assemblée générale des Nations unies?

Le langage "atomique"

» Je me sens obligé d'employer aujourd'hui un langage que, tout en ayant passé une grande partie de ma vie dans la carrière militaire, j'aurais préféré ne jamais utiliser: celui de la guerre atomique.

» L'ère atomique a fait de tels progrès que chaque citoyen du monde devrait avoir une idée, au moins proportionnellement, de l'importance de ce développement et de sa portée. Si les peuples du monde doivent rechercher la paix en pleine connaissance de cause il faut qu'ils possèdent les faits primordiaux de l'existence dans le monde d'aujourd'hui.

—» Le 16 juillet 1945 a eu lieu aux Etats-Unis la première explosion atomique. Depuis lors les Etats-Unis ont procédé à quarante-trois expériences atomiques. Aujourd'hui les bombes atomiques sont vingt-cinq fois plus puissantes que celles du début de l'ère atomique. Quant aux bombes à hydrogène, elles équivalent à des millions de tonnes de T.N.T.

—» Aujourd'hui le stok américain de bombes atomiques, qui évidemment s'accroît de jour en jour, est plusieurs fois supérieur à la puissance explosive de toutes les bombes et de tous les obus lancés par tous les avions et par tous les canons sur tous les théâtres d'opérations de la dernière guerre.

» La taille et la variété des armes atomiques n'ont pas fait l'objet d'une évolution moins remarquable. Les armes atomiques sont maintenant pratiquement dans l'armée américaine des armes aussi « classiques » que les autres. La marine, l'aviation, les forces terrestres et l'infanterie de marine, tous sont capables désormais d'employer des armes atomiques.

» Mais ces armes redoutables n'appartiennent peut-être pas à nous seuls.

» Tout d'abord le secret atomique est partagé par nos alliés britanniques et canadiens, dont le génie scientifique a apporté une importante contribution aux inventions qui sont à la base de la découverte de l'énergie atomique.

» Le secret atomique est également connu par l'Union soviétique. Celle-ci nous a informé qu'au cours des dernières années elle a consacré des études approfondies aux armes atomiques. Les Russes ont fait exploser une série d'engins atomiques, dont au moins un à réaction thermonucléaire.

» Si à un certain moment les Etats-Unis ont détenu ce qui peut être appelé un monopole de la puissance atomique, ce monopole a cessé d'exister depuis quelques années.

» Par conséquent, quoique notre avance au départ nous ait permis d'accumuler ce qui est aujourd'hui un grand avantage quantitatif, les réalités atomiques d'aujourd'hui comportent deux facteurs qui ont une importance encore plus grande: 1° les connaissances partagées aujourd'hui par quatre nations le seront un jour ou l'autre par d'autres; 2° même une grande supériorité en ce qui concerne le nombre d'armes, et par conséquent la possibilité de se livrer à des représailles dévastatrices, ne constitue pas en soi un préventif contre les terribles dégâts matériels et le nombre de morts qui pourraient être le prix d'une agression par surprise.

» Le monde libre, qui a au moins une faible conscience de cette évidence, s'est naturellement engagé dans un vaste programme d'alerte et de défense. Ce programme sera accéléré et élargi.

» Que personne ne pense que le fait de consacrer des sommes colossales aux armements et aux systèmes de défense puisse apporter aux villes et aux citoyens d'une nation quelconque une sécurité absolue. Le potentiel de la bombe atomique n'autorise pas de si faciles solutions.

» En dépit de la défense la plus puissante, un agresseur disposant d'un minimum de bombes atomiques suffisant pour lancer une attaque surprise serait probablement à même de « loger »

un nombre de ces bombes assez grand pour causer des dégâts épouvantables.

» Si une telle attaque atomique était lancée contre les Etats-Unis notre réaction serait immédiate et résolue. Je puis dire que les possibilités de défense des Etats-Unis sont telles que nous infligerions de terribles pertes à un agresseur. Nous dévasterions son territoire. Mais le but et les espoirs des Etats-Unis ne s'exercent pas dans ce sens.

» Si je m'arrêtais ici je confirmerais la conviction déterministe selon laquelle les deux géants atomiques ne peuvent faire autre chose que se regarder « en chiens de faïence » à travers un monde tremblant. Ce serait accepter sans réaction la probabilité d'une destruction de la civilisation et de l'anéantissement du patrimoine précieux de l'humanité, transmis de génération en génération. Ce serait condamner l'humanité à recommencer la lutte qui mène de la vie sauvage aux bonnes moeurs, à la justice et au droit.

» Certaines pages du livre de l'histoire enregistrent les faits et gestes des grands destructeurs, mais ce livre dans son ensemble révèle les efforts incessants de l'humanité pour assurer la paix et pour bâtir la cité humaine. Les Etats-Unis veulent trouver leur place dans ce livre d'histoire. Ils veulent construire, non détruire. Ils recherchent les ententes internationales, non les guerres. Ils veulent vivre en liberté et avoir la conviction que tous les autres peuples ont également le droit de choisir le genre de vie qui leur convient.

» Le but de mon pays est de nous aider à sortir de cette chambre d'horreur et d'évoluer vers la paix, le bonheur et la prospérité. Pour cela il nous faut de la patience. Dans le monde divisé qui est le nôtre le salut ne peut être assuré par un seul acte magique.

Le premier pas...

» De nombreuses étapes seront nécessaires, mais il faut que nous commencions tout de suite à faire le premier pas. Les Etats-Unis et leurs alliés, la Grande-Bretagne et la France, ont fait des efforts pour faire un premier pas. Que personne ne dise que nous n'avons pas voulu négocier. Depuis longtemps nous cherchons à négocier avec l'Union soviétique sur les problèmes de l'Allemagne coupée en deux, sur le traité autrichien, sur la Corée.

» Tout dernièrement nous avons reçu une note soviétique exprimant le désir du gouvernement de Moscou de participer à une conférence à quatre. Nous avons constaté avec satisfaction — ainsi que la Grande-Bretagne et la France — qu'il n'y avait pas de conditions inacceptables attachées à cette proposition.

» Vous savez déjà par le communiqué des Bermudes que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont accepté aussitôt de rencontrer l'Union soviétique. Le gouvernement américain aborde cette conférence avec des espoirs sincères. Nous ferons tous nos efforts pour faire aboutir cette conférence à des résultats tangibles dans le sens de la paix, car c'est le seul moyen de faire baisser la tension internationale.

—» Nous n'avons jamais demandé aux Rus-

ses, et nous ne leur demanderons jamais, de renoncer à ce qui leur appartient de droit. Nous ne dirons jamais que le peuple russe est un ennemi avec lequel nous ne désirons pas avoir des relations amicales et fructueuses.

Le seul moyen sûr...

» Au contraire nous espérons que cette conférence établira avec l'Union soviétique des relations qui en fin de compte permettront des échanges libres entre les peuples de l'Est et de l'Ouest, car c'est le seul moyen sûr et humain de créer l'entente nécessaire pour des relations confiantes et pacifiques. Au lieu du mécontentement qui règne maintenant en Allemagne orientale, en Autriche occupée et dans les pays d'Europe orientale, nous voulons créer une famille harmonieuse de nations européennes libres, où personne ne menace l'autre et moins encore les peuples de Russie.

» Par-delà les désordres, les différends et les misères de l'Asie, nous cherchons pacifiquement à aider ces peuples à développer leurs ressources naturelles et à améliorer leur sort...

» Mais je ne veux m'appuyer ni sur une répétition des propositions passées ni sur le rappel d'actes anciens. La gravité des temps est, telle que tous les chemins de la paix doivent être explorés, aussi difficiles à découvrir soient-ils.

» Il existe maintenant au moins un nouveau chemin vers la paix qui n'a pas encore été exploré, un chemin découvert par l'Assemblée générale des Nations unies.

» Dans sa résolution du 18 novembre 1953 cette Assemblée générale a suggéré — et je cite — « que la commission du désarmement étudie s'il serait désirable d'établir une sous-commission comprenant les représentants des pays principalement intéressés, sous-commission qui chercherait en privé une solution acceptable, et ferait son rapport sur une telle solution à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité avant le 1er septembre 1954 ».

» Les Etats-Unis, faisant leur la suggestion de l'Assemblée générale des Nations unies, sont disposés dès maintenant à avoir des entretiens en privé avec les autres pays pouvant appartenir à la catégorie des nations « principalement intéressées », afin de chercher une « solution acceptable » à la course aux armements atomiques, qui assombrit non seulement la paix, mais la vie même du monde.

» Nous apporterons à ces entretiens privés une nouvelle conception. Les Etats-Unis chercheraient plus que la simple réduction ou l'élimination des matériaux atomiques servant à des usages militaires.

» Il n'est pas suffisant d'enlever cette arme des mains des soldats. Il faut la mettre entre les mains de ceux qui sauront comment la dépouiller de son enveloppe militaire et l'adapter aux arts de la paix.

» Les Etats-Unis savent que cette tendance effrayante à la course aux armements atomiques peut être renversée et que cette plus grande force de destruction peut être mise au service de l'humanité. Les Etats-Unis savent que la puissance pacifique de l'énergie atomique n'est pas

un rêve de l'avenir. Elle existe, elle a été essayée, elle est ici, maintenant, aujourd'hui. Qui peut douter, si les savants et techniciens du monde entier disposaient suffisamment de matériel fissible pour « essayer » leurs idées, que cette puissance trouverait rapidement une utilisation universelle, efficace et économique?

» Pour hâter le jour où la peur de l'atome commencera à disparaître de l'esprit des peuples et des gouvernements de l'Est et de l'Ouest, certaines mesures peuvent être prises maintenant.

... Une agence internationale

» Je fais donc la proposition suivante:

» **Que les gouvernements principalement intéressés commencent maintenant — dans les limites permises par la prudence élémentaire — et continuent à faire de communes contributions prélevées sur leurs stocks d'uranium normal et de matières fissibles à une agence internationale de l'énergie atomique.** Nous pensons qu'une telle agence serait placée sous les auspices des Nations unies.

» L'ampleur de ces contributions, la procédure et autres détails pourraient être fixés au cours des conversations privées dont j'ai parlé précédemment.

* * *

» Les Etats-Unis se prêteront à ces explorations avec une entière bonne foi. Tout pays désireux de s'associer aux Etats-Unis dans la même bonne foi trouvera que nous ne sommes pas des partenaires déraisonnables ni égoïstes.

» Evidemment, les premières contributions à ce plan seraient peu nombreuses. Mais cette proposition a le grand avantage de pouvoir être faite sans frictions et suspicions mutuelles qui risquent d'entraver tout système mondial d'inspection et de contrôle.

» L'agence de l'énergie atomique serait responsable du blocage, de la protection et du stockage des matériaux fissibles et autres qui lui seraient confiés. Nos savants trouveront moyen d'inventer des conditions pour mettre cette ban-

que de matières nucléaires à l'abri d'assauts surpris.

» L'agence de l'énergie atomique aurait la tâche d'attribuer les matières nucléaires aux tâches pacifiques de l'humanité. Des experts mobiliseraient l'énergie atomique au service de l'agriculture, de la médecine et d'autres activités de paix. Il faudra surtout pourvoir de ressources abondantes de courant électrique les parties du monde pauvres en énergie.

» Les Etats-Unis seraient désireux et même fiers de participer avec les autres pays principalement intéressés à l'élaboration de plans pour organiser l'emploi pacifique de l'énergie atomique. L'Union soviétique devrait être évidemment du nombre des pays « principalement intéressés ».

» Je serais disposé à soumettre au Congrès américain un plan qui servirait:

» 1° **A encourager une enquête à l'échelle mondiale sur les utilisations les plus efficaces en temps de paix des matières fissibles;**

» 2° **A commencer à diminuer la puissance destructrice des stocks atomiques mondiaux;**

» 3° **A permettre aux peuples de toutes les nations de constater qu'en cette période éclairée les grandes puissances terrestres, aussi bien à l'est qu'à l'ouest, répondent aux aspirations humaines plutôt qu'à l'édification des armements de guerre;**

» 4° **A ouvrir une nouvelle voie tendant à des discussions pacifiques et tenter pour le moins de s'approcher de nombreux problèmes difficiles, si le monde doit secouer l'inertie imposée par la peur et accomplir des progrès positifs vers la paix.**

» Dans les mois à venir des décisions de grande portée seront prises dans cette assemblée, dans les capitales et quartiers généraux militaires mondiaux, dans le cœur des hommes du monde entier. Pour que ces décisions très graves soient prises, les Etats-Unis affirment devant vous, et donc devant le monde, qu'ils sont déterminés à contribuer à trouver une solution au tragique dilemme atomique, à consacrer toute leur âme et leur esprit à trouver le moyen par lequel les inventions miraculeuses de l'homme ne conduiront pas à sa mort, mais seront consacrées à sa vie ».

Les experts des Six à Paris

La réunion le 7 janvier à Paris des experts des six puissances signataires du pool charbon-acier et du traité d'armée européenne a été très favorablement accueillie à Bonn.

On sait que ces experts ont pour tâche de préparer la constitution politique de l'Europe des « Six » sur laquelle les ministres des Affaires étrangères

intéressés n'avaient pu se mettre définitivement d'accord à La Haye, fin novembre dernier.

Les ministres avaient alors décidé de charger leurs experts de s'entendre avant le 15 mars prochain.

Le juriste allemand, M. Ophuls, connu pour sa part active à la préparation juridique des plans d'intégration économique et militaire, repré-

sentait la République de Bonn.

La satisfaction ressentie à Bonn concerne moins peut-être le nouveau pas en avant attendu de cette conférence des experts que la date de celle-ci, à près de deux semaines de la conférence des « Quatre » à Berlin. Elle doit être une garantie supplémentaire contre des négociations « toutes affaires cessantes » avec les Russes. C'est là un point de vue connu du chancelier Adenauer: négocier? Sans doute; mais ne pas renoncer à l'intégration européenne, poursuivre sa préparation « sans hésitation ni relâche ».

Première session extraordinaire du Pool Charbon Acier

M. Spaak a ouvert le 15 janvier la première session extraordinaire de l'Assemblée du pool charbon-acier, qui a réuni pour trois jours à la Maison de l'Europe, à Strasbourg, les soixante-dix-huit parlementaires représentant les peuples des six pays. Cette session, dont le principe avait été décidé en juin dernier, avait pour objet la discussion des projets de la Haute Autorité en matière d'investissements.

* * *

M. Monnet en a exposé les grandes lignes.

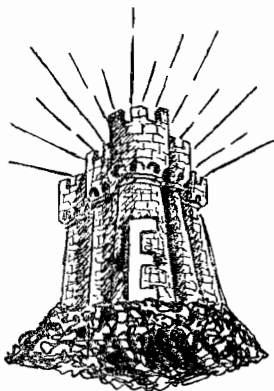
Il a rappelé que « dans toutes les mesures qu'elle prend la Haute Autorité est préoccupée d'assurer une transition sans heurts des formes actuelles aux formes nouvelles du marché européen ».

Or « le développement et la modernisation entraînerait une substitution de productions plus économiques à celles qui sont une charge pour la Communauté. C'est là une condition essentielle du relèvement du niveau de vie. Mais dans nos pays européens ce qui a souvent freiné le progrès c'est le souci de conserver des productions même périmées en s'abritant derrière la crainte que la main-d'oeuvre employée à ces productions ne puisse garder son travail. Le maintien de telles productions freine donc l'abaissement des prix de revient et le relèvement des salaires.

* * *

« Rien n'est plus important pour l'avenir de l'économie européenne, a ajouté M. Monnet, que de surmonter cette contradiction entre la préoccupation de la stabilité de l'emploi et l'impératif du progrès ».

Il faut donc prévoir les moyens financiers propres à assurer la réadaptation des travailleurs licenciés et des entreprises en déclin. Mais « c'est aux producteurs qu'appartient la responsabilité de juger dans quelle direction ils peuvent s'orienter ».



Trois groupes sont en train de se constituer: socialiste, démocrate-chrétien, libéral.

Le premier de ces groupes s'est déjà manifesté en séance, puisque, en son nom, M. Guy Mollet (France) a émis quelques critiques quant à l'organisation des rapports entre l'assemblée et la Haute Autorité et a regretté le manque d'informations en ce qui concerne les projets d'investissements de cette dernière.

Dans une déclaration, qui devait prélever au débat, M. Jean Monnet a répondu à ces critiques.

M. Monnet a ensuite abordé le problème capital pour l'avenir de l'économie européenne: celui de la réadaptation. Dans les marchés nationaux, en effet, lorsqu'une entreprise se trouvait difficilement rentable, le gouvernement avait plutôt tendance à la subventionner qu'à la laisser disparaître, par crainte que la main-d'oeuvre employée ne se trouve sans travail. Le maintien d'une telle production freinait à la fois l'abaissement des prix de revient et le relèvement des salaires.

La Communauté doit au contraire donner à cette fraction mal employée de la main-d'oeuvre les moyens de supporter les charges et les risques qu'impli-

que une politique économique saine.

M. Monnet a annoncé à ce sujet une décision essentielle qui vient d'être prise par la Haute Autorité: celle « de commencer à créer une provision en vue de la contribution que la Haute Autorité pourra avoir à apporter au soutien de la main-d'oeuvre qui aurait éventuellement à se porter des mauvaises productions vers des productions plus économiques ».

* * *

La première session extraordinaire de l'Assemblée du «pool» charbon-acier s'est terminée par le vote à l'unanimité d'une résolution. Ce texte confirme l'accord de l'Assemblée sur les objectifs de production assignés par la Haute Autorité à la Communauté.

Les points sur lesquels l'Assemblée a le plus particulièrement insisté, sont les suivants:

1) Le premier objectif à atteindre doit être moins un accroissement de la production à tout prix que la diminution des prix de revient, particulièrement dans l'industrie sidérurgique, le niveau des emplois et des conditions de vie et de travail devant être porté le plus haut possible;

2) L'extraction des charbons doit être augmentée de manière à parvenir dans quatre ans à un accroissement de la production du charbon à coke de quinze millions de tonnes;

3) Une partie des premiers investissements financiers par la Communauté doit être consacrée à la construction de logements ouvriers.

* * *

L'Assemblée a confié, en outre, à sa commission compétente le soin de contrôler, dans l'intervalle des sessions, la politique de la Haute-Autorité en ces matières et de prendre position avant que cette dernière ne prenne des décisions définitives en ce qui concerne les «objectifs généraux».

QUELQUES EXTRAITS DE LA PRESSE MONDIALE...

M. Churchill... refait l'Europe

Comme on le sait, le passage des « Mémoires » de Sir Winston Churchill concernant la division du Sud Ouest européen a fait dans le monde entier une profonde impression. Toute la presse libre, d'une seule voix, a protesté violemment si bien que le Foreign Office s'est cru obligé de donner quelques précisions sur ce que M. Churchill « avait vraiment voulu dire ». On précise ainsi que la cession de la Roumanie à la Russie, avec un pourcentage de 90% d'influence soviétique ne regardait que les opérations militaires...

Cette mise au point n'a aucune valeur: loin d'améliorer, nous semble-t-il, les choses, elle ne fait que les rendre pires. Rarement on a vu un texte historique plus clair et plus explicite que ce passage des « Mémoires » churchilliennes que nous avons reproduit en même temps que des certaines de journaux de tous les pays. Peut-être, toutefois, peut-on signaler une erreur dans ce texte si clair du Président du Conseil britannique: et cette erreur ne concerne que le pourcentage de 90%. En réalité, l'Angleterre a cédé la Roumanie au 100% et, malheureusement, jamais un mot ou une intervention anglaise ou américaine contre cet état de choses n'ont suscité aucun écho dans les travaux des diverses commissions alliées, depuis le 23 août 1944 jusqu'à nos jours.

Voilà la vérité, et la mise au point du Foreign Office n'abusera personne.

(CARREFOUR) (France)

(18 NOV. '53)

La suite des Mémoires de Churchill, dont un grand quotidien du matin est en train de nous donner la primeur, nous ménage une suite assez désagréable de déceptions et d'étonnements.

...Ces Mémoires nous révèlent qu'au moment de préparer la paix et de remodeler le visage de l'Europe, le grand homme n'a pas fait preuve de beaucoup d'imagination politique, ni non plus, et peut-être les deux carences vont-elles ensemble, d'un sens très scrupuleux de ces valeurs spirituelles et démocratiques qui avaient pourtant été inscrites, du moins en Occident, sur les drapeaux de la coalition antihitlérienne.

L'in vraisemblable, ou plutôt trop vraisemblable scène de provocation, telle qu'elle nous est contée avec simplicité par Churchill se déroule au Kremlin en octobre 1944. Il faut régler vite ces menues questions qui s'appellent Roumanie, Bulgarie, Grèce, Hongrie, Yougoslavie. La grande politique ne s'embarrasse pas de servitudes techniques; elle n'a nul besoin de cartes, de statistiques ou de graphiques, encore moins songe-t-elle à faire consulter les Saints Livres, la Bible ou le Capital: il suffit aux deux grands hommes d'une demi-feuille de papier britannique et d'un crayon bleu soviétique. Pas de phrases, mais des pourcentages: la Roumanie est pour 90% livrée à l'influence

russe et il restera 10% pour les autres; en compensation, la Grèce supportera 90% d'influence britannique pour 10% d'influence russe, mais pour la Bulgarie, les Britanniques se contenteront de 25% contre 75% aux Russes; pour la Hongrie et la Yougoslavie on transigera à 50% chacun.

Ce papier rayé de bleu, en effet, sème avant la fin de la guerre les germes d'où sont sorties la fausse paix et la guerre froide que nous n'avons pas fini de subir. Dans l'immédiat, cet arrangement de gentilhommes était une excellente préface à la dure discussion sur la Pologne qui allait opposer les Russes et les Anglo-Saxons. Churchill avait vraiment bonne mine pour défendre le droit des Polonais à la libre disposition d'eux-mêmes après avoir traité comme troupeaux que l'on parque dans des bergeries rivales, les Roumains, les Bulgares, les Grecs et quelques autres.

* * *

Le « JOURNAL DE GENEVE » (Suisse)

Il faut d'ailleurs reconnaître que les Alliés, et la Grande-Bretagne en premier lieu, sont en partie responsables de cette situation. Lors des entretiens qu'il eut à Moscou, en octobre 1944, avec Staline, Churchill griffona sur un papier la manière dont il envisageait la création d'une zone d'influence dans les Balkans: 90% de prédominance anglaise en Grèce;

75% pour les Soviets en Bulgarie; égalité en Hongrie et en Yougoslavie. Staline approuva tout de suite et, dans ses Mémoires, Churchill avoue que tout fut réglé en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire.

Cette façon cavalière de disposer du sort des nations indépandantes ne pouvait que prévenir le secret désir de l'Union Soviétique. Elle a d'ailleurs su améliorer en sa faveur les pourcentages établis par Churchill qui, avec imprudence, avait conçu la liquidation de la guerre sur la base d'un partage qui sacrifiait de petites nations. De telles erreurs ne restent jamais impunies.

(Editorial de René Payot)

* * *

« NEW YORK TIMES » (U.S.A.) (16 nov. '52).

Certains Européens, en lisant la partie des mémoires de Sir Winston Churchill ayant trait à son voyage en U.R.S.S. en 1944, ont été soulagés d'apprendre que le premier ministre britannique allait maintenant se rendre aux Bermudes et non pas à Moscou.

Ce partage de l'Europe orientale entre les chefs des deux grands puissances n'avait jamais été auparavant rapporté en termes aussi francs. Le texte a donné lieu à des commentaires sarcastiques parmi les personnes qui entendent toujours parler d'un « diktat » américain-britannique à Trieste ou d'une éventuelle réunion à deux

ou à quatre avec Moscou, sujet qui continue à être agité sur le Continent.

(M. C. L. Sulzberger)

* * *

Le « **CORRIERE DELLA SERA** » (Italie) publie le 6 nov. 53 les « Mémoires » de Sir Winston Churchill, sous le titre, pour le passage qui nous intéresse :

STALIN, AU GRAYON BLEU ARRANGÉ L'AVENIR DES BALKANS — SUR UN FEUILLET LE PREMIER BRITANNIQUE AVAIT PROPOSÉ LA DIVISION DES SPHERES D'INFLUENCE EN EUROPE ORIENTALE.

* * *

Le « **GIORNALE D'ITALIA** » (Italie) (22 nov. 53) :

« Il faut se demander si ces « Grands » ne sont pas plus à plaindre qu'à condamner... Il y a entre autre un tel manque d'intelligence dans leurs paroles et dans leurs actes qu'on en est impressionné. La preuve — démontrée — de tant d'incapacité est cette non-paix à laquelle ils nous ont contraints... »

(d'un article intitulé « Communauté Européenne » de Santi Savarino, à propos du partage révélé dans les « Mémoires » de Churchill)

* * *

« **LIBERTY AND JUSTICE** » (nov. 53) :

« Nous prions Dieu de permettre à l'Europe et en particulier à l'Amérique de voir à temps qu'une paix Churchill serait un autre chiffon de papier où l'on lirait, souligné au crayon bleu :

Le Monde entier: prédominance russe 90 %.

Grande Bretagne: 10 % (mais dans les camps de concentration).

L'ère churchillienne mène l'humanité dans cette direction. Churchill pense qu'il sauvera de ainsi les intérêts de la Grande Bretagne ».

(extraît d'un article de D.M. Sotirovitch intitulé « Nero of Albion »).

* * *

« **LABOR IN EXILE** » (décembre 53) :

L'Histoire jugera...

« La division de l'Europe orientale telle qu'elle fut conçue par Sir Winston Churchill à Moscou le 9 octobre 1944 est

absolument en contradiction avec tous les actes, déclarations et professions de foi des puissances qui menaient une horrible guerre au nom de la liberté, de la démocratie et des droits de l'humanité ».

* * *

L'« Association des Roumains réfugiés en France » a écrit au sujet de ce passage des Mémoires de Churchill une lettre de protestation publiée par Le Figaro dans son numéro du 9 novembre. Le même journal a publié dans son numéro du 1^o décembre une mise au point à ce sujet émanant de 17 Associations roumaines en exil, dont: l'Eglise orthodoxe roumaine de Paris; l'Institut universitaire roumain Charles 1^o, l'Association des avocats roumains en France; l'Association des étudiants roumains à Paris; l'Association des journalistes roumains, etc.

Voici la conclusion de la mise au point de l'ASSOCIATION DES ROUMAINS réfugiés en France :

Les millions d'êtres dont le sort fut réglé — selon les propres mots de sir Winston Churchill — de façon aussi cavalière, « en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire », ont le droit de poser une deuxième question: ce qui était cynique en octobre 1944 a-t-il cessé de l'être en octobre 1953?

Benjamin Constant disait: « Quand la vérité ne fait que du mal, il y a plus d'orgueil que de devoir à la dire. » En jetant aujourd'hui la face des peuples occupés de l'Europe orientale une vérité à laquelle convenait mieux le secret dont s'entourent les forfaits, sir Winston Churchill ne peut pas ignorer tout le mal qu'il cause à ces peuples meurtris. Son orgueil bien connu en est-il seul responsable? Le premier ministre de la Grande-Bretagne ne veut-il pas, à la faveur de cette publicité, faire accepter par les Etats-Unis et la France, absents à Moscou en octobre 1944, l'idée d'un partage qui rendrait caduques, à tout jamais, et la Charte de l'Atlantique et la Déclaration des Nations Unies?

(Association des Roumains réfugiés en France).

* * *

...et voici un extrait de la note des 17 ASSOCIATIONS ROUMAINES en exil:

Prenant connaissance des aveux de Sir Winston Churchill, les représentants des organisations des Roumains en France déclarent:

— Le premier ministre britannique n'avait aucun droit à décider du sort du peuple roumain et des autres peuples de l'Europe centrale et orientale.

— Sir Winston Churchill est moralement responsable de la situation tragique dans laquelle se trouvent actuellement les pays de l'Europe centrale et orientale.

— L'accord intervenu entre Sir Winston Churchill et Staline n'est pas opposable au peuple roumain et se trouve en contradiction avec les lois de la morale.

Nous faisons appel aux sentiments de justice des nations américaine, britannique et française, qui se sont portées à l'avant-garde de la lutte pour la liberté, ainsi qu'à la conscience de tous les peuples libres, et nous leur demandons de se joindre à nous pour protester contre l'acte inique accompli par Sir Winston Churchill à Moscou. »

* * *

Tout citoyen de la Yougoslavie, qu'il soit sur son sol même ou en exil, apprenant les révélations faites dans le dernier livre de M. Churchill sur le partage des sphères d'intérêts réglé sur « un bout de papier », aura le droit de se demander: Fallait-il se lancer dans une guerre aussi cruelle et meurtrière pour en arriver à des résultats tellement décevants?

Draguicha TSVETKOVITCH, ancien président du Conseil des ministres yougoslave.

* * *

La section en France du MOUVEMENT CHRETIEN-POPULAIRE HONGROIS, qui regroupe tous les représentants en exil des partis chrétiens-démocrates hongrois se déclare solidaire avec la protestation de l'Association des exilés roumains en France publiée dans Le Figaro contre le « marché de Moscou » du 9 octobre 1944, lorsque, selon les Mémoires de Sir Winston Churchill, les nations de l'Europe centrale et orientale furent cédées à la domination soviétique, en contradiction flagrante avec le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes si souvent réaffirmé dans les déclarations les plus solennelles des hommes d'Etat occidentaux.

Gonzague de Reynold

J'ai mis vœu au singulier parce que je n'en formule qu'un.

Ce n'est pas un vœu pour la paix, c'est un vœu pour des idées claires.

Pour avoir des idées claires, la condition préalable est de se nettoyer le cerveau des illusions, des utopies, de tous les désirs que l'on s'est efforcé et que l'on s'efforce encore de prendre pour des réalités.

Autre condition préalable: se défer de l'optimisme. Un penseur l'a dit: l'optimiste souvent est un paresseux qui compte sur les autres, sur les événements, sur le hasard pour faire sa besogne. En revanche, un autre penseur a dit: le pessimiste est un réaliste qui voit clair. Pour ma part, j'ai pris depuis longtemps comme devise: être pessimiste dans la conception pour être optimiste dans l'action.

Cela dit, la première idée claire que nous avons à nous fixer dans l'esprit, est la réponse à cette question: qu'est-ce que la paix?

La réponse nous a été donnée par saint Augustin. Elle est si connue que je me fais scrupule de la répéter; elle est pourtant si vraie que je me ferais des remords de ne la répéter point: la paix est la tranquillité de l'ordre. La paix est donc la conséquence, la récompense d'un ordre. On ne la trouvera point si l'on ne cherche qu'elle, si l'on s'obstine à l'obtenir par tous les moyens. Il est des paix qui sont des défaites, des paix qui sont des lâchetés, des paix qui sont des trahisons, des paix qui sont des morts. Les états de paix dans l'histoire sont des états provisoires, comme ceux de prospérité. Il faut travailler aujour-

d'hui à rendre cet état provisoire aussi long et solide que possible, mais le monde ne peut pas donner la paix: parole de l'Évangile.

La deuxième idée claire dont nous avons besoin est celle de force.

Nous en avons besoin parce que trop nombreux sont les gens qui confondent la force avec la violence. Le dictionnaire, qu'il ne faut cesser de consulter, définit la violence: action d'une force non maîtrisée. Mais une force non maîtrisée est une force que ne dirigent plus l'intelligence et la volonté. La violence est donc une faiblesse de l'intelligence et de la volonté. La force, elle, est une vertu, le troisième des dons du Saint-Esprit. Cette haute origine spiritualiste, théologique de la force réduit à néant la conception sorélienne qui oppose la force bourgeoise à la violence prolétarienne.

Ce n'est pas tout: la force est une vertu intérieure de l'homme; force et vertu sont d'ailleurs des notions parentes. La première est la vertu qui transforme en action ce que la science a fait reconnaître à l'homme: comment il doit diriger sa vie et contre quoi il doit lutter.

Mais le propre, l'exigence d'une telle lutte est de s'extérioriser. La force devient alors une vertu politique, au sens premier de cet adjectif. Elle s'impose dans ces heures de l'histoire où l'erreur, le mal, la violence se concrétisent politiquement de telle manière que seule la force est capable de les arrêter, de les dominer.

La troisième idée claire sur quoi j'insisterai, c'est la différence, l'antinomie entre la crainte et la peur.

La crainte est une vertu. El-

le vient de Dieu, elle même est le don initial de son Esprit, elle contient en elle tous les autres dons, y compris celui de force. La crainte, en effet, est, négativement, si l'on veut, déjà une force. Par elle, nous ne craignons point l'ennemi: nous craignons de manquer de courage devant l'ennemi, nous craignons de ne point avoir assez de force pour défendre ce que nous avons à défendre contre lui. La peur, comme la violence, est une forme de la faiblesse. Dans cette forme, on découvre de l'ignorance et de la lâcheté, on y découvre aussi de l'orgueil, mais de l'orgueil dissous, de l'orgueil qui n'est plus capable de far da se. Alors, il se réfugie dans le défaitisme, le neutralisme, lequel est un défaitisme qui n'ose pas dire son nom.

Il faut craindre l'ennemi de loin pour n'avoir plus besoin d'en avoir peur de près, disait un grand capitaine qui était aussi un grand chrétien.

J'en arrive ainsi à la dernière idée claire: la notion de liberté.

Encore une vertu intérieure de l'homme.

De même que la paix est la récompense de l'ordre extérieur, de l'ordre entre les nations,



VOEU POUR 1954

ainsi la liberté est la récompense de l'ordre intérieur, de la force par laquelle l'homme est parvenu à dominer ses passions et ses instincts, par conséquent à s'unifier. C'est la liberté intérieure de l'homme qui le rend digne des libertés extérieures. A quoi lui serviraient-elles s'il avait accepté, choisi la servitude intérieure? A se corrompre soi-même, à

corrompre autour de soi la famille, la société, le pouvoir, la civilisation. Certes, les libertés extérieures doivent et peuvent aider l'homme dans sa lutte pour conquérir, maintenir, défendre sa liberté intérieure. Elles le peuvent et doivent de deux manières. La première est négative: en réprimant les abus que l'homme est porté à faire de ces libertés extérieures; l'au-

tre est positive: en lui donnant l'appui, le mouvement, l'espace dont il a besoin pour le développement harmonieux de son être propre, pour être et demeurer une personne. Mais, en définitive, c'est la liberté intérieure qui demeure le foyer des libertés extérieures. Tant que l'homme la conservera dans son âme, elle le défendra contre toutes les tyrannies.

LE DERNIER LIVRE DE G. DE REYNOLD

sur

Le monde barbare

Ecrivain politique, moraliste, critique, historien de la littérature, poète et historien de la civilisation, professeur et journaliste, notre compatriote Gonzague de Reynold a beaucoup écrit, car il est infatigable travailleur. Esprit universel, rien de ce qui est humain ne lui est étranger. Depuis un demi-siècle, il édifie une oeuvre imposante. Cette oeuvre est un vaste paysage au centre duquel s'élève son grand ouvrage, consacré à la *Formation de l'Europe*, dont nous venons de lire la seconde partie du tome cin-

quième dont le titre général est *Le monde barbare et sa fusion avec le monde antique*. La première partie était un mince volume résumant ce que l'on peut savoir des Celtes, sorti de presse il y a un peu de temps déjà. Aujourd'hui, c'est un ouvrage capital. *Les Germains*, qu'il nous est donné de lire (1). Il ne sera possible de porter un jugement d'ensemble sur cette entreprise considérable, un des monuments de l'interprétation historique et de la philosophie de l'histoire de notre demi-siècle, que lorsque le tome septième et dernier, dont le titre sera *Le toit chrétien* — couronnement du vaste édifice —, actuellement en préparation, aura paru. Dès à présent, toutefois, il est permis d'affirmer que *Les Germains* est, de tous les volumes de la *Formation de l'Europe* publiés jusqu'ici, le plus fort, le plus convaincant, le plus révélateur. Il se pourrait bien que ce livre-là, seul peut-être de nos jours Gonzague de Reynold était à même de l'écrire, avec autant de pénétration unie à tant d'impartialité, avec autant de rigueur unie à tant d'intuition, avec autant de force unie à tant de mesure.

Appartenant à une famille dont l'histoire se confond avec celle de sa patrie fribourgeoise et romande, c'est-à-dire bourgogne et lotharingienne, né et élevé aux abords de la ligne de partage des parlers romands et germaniques, écrivain de langue française ressortissant d'une « marche » bilingue, participant par sa culture à la vie intellectuelle de la France, sans en devoir adopter toutes les attitudes d'esprit et tous les préjugés, il appartient de tout son être à l'Europe des nations sans être un nationaliste et surtout sans être un nationaliste de l'étranger. Latin de formation et romain de religion, il a le sens naturel du germanisme, de ce qu'il appelle lui-même la « germanité » sans que sa vision historique se corrompe et qu'il ait la tentation d'assimiler les Allemands d'à présent ou de naguère aux Germains d'autrefois, dont il développe et éclaire la passionnante aventure.

Pourquoi l'écrivain fribourgeois a-t-il écrit ce gros volume? Pour répondre à une question que nous nous posons tous depuis les leçons d'histoire, souvent décevantes, que nous avons



reçues sur les bancs du collège et même dans les salles de cours de l'université, question demeurée sans réponse satisfaisante. « Nous sommes toujours — écrit notre auteur — devant le problème: rechercher comment le monde antique et le monde barbare, après s'être longtemps ignorés, longtemps combattus, sont enfin parvenus à cette fusion qui a fait l'Europe. Les Celtes ont manqué leur destin par faiblesse politique et parce qu'ils sont entrés trop tôt en scène. Les Germains réussiront le leur: *accéder à l'empire* et faire l'Europe, mais ils ne seront que les ouvriers de cette oeuvre, non les architectes. Quant aux Slaves, ils apparaîtront trop tard et ils devront percer les murs pour entrer dans la maison depuis longtemps sous toit... ».

Ces lignes, que nous avons tenu à citer tout entières, disent parfaitement ce qu'est le contenu du livre: la fusion du monde antique et du monde barbare, fusion lente, d'où est sortie l'Europe, fusion opérée dans le cadre impérial romain avec le ciment spirituel et moral du christianisme. La conversion de Clovis, « longuement préparée par les circonstances extérieures et par un travail intérieur qui dura des années, fut celle d'une âme et pas seulement celle d'un souverain », est le symbole de cette fusion, de cette admirable synthèse.

Le volume débute par une introduction consacrée aux Germains et à la Germanie en général, aux hommes et à l'habitat. L'auteur insiste fortement sur deux points essentiels: les Germains des migrations ne sont point les Allemands d'aujourd'hui, qui n'en représentent qu'une partie, d'ailleurs fortement métissée d'éléments gallo-romains, rhètes, slaves et finnois, surtout dans le nord et dans l'est. Le domaine des Germains est infiniment plus vaste. Il s'ensuit que Germanie historique et Allemagne sont deux notions très différentes. Le second point est que l'on n'a plus le droit de parler, comme naguère encore, « d'innovations germaniques ».

Les peuples germaniques furent toujours en petit nombre et même en très petit nombre, quand on les compare à l'étendue, à la population et aux ressources du monde romain. C'est donc de « migrations » qu'il y a lieu de parler, de « Völ-

kerwanderungen », de migrations de peuples.

* * *

Il est impossible de résumer en un article de journal un ouvrage aussi dense, aussi nourri de faits et d'idées, pour l'élaboration duquel l'auteur a réuni une documentation historique considérable et a fait d'immenses lectures. L'auteur mentionne toujours ses sources: historiens allemands, français, suisses, belges. Les citations, nombreuses, sont placées entre guillemets. On a parfois attribué à Gonzague de Reynold des préférences conservatrices et catholiques. On ne saurait en tout cas lui reprocher le moindre parti pris. Il rend justice à Barante, le catholique libéral et romantique, injustement oublié, à Guizot, le doctrinaire et protestant historien de la civilisation, à Ernest Lavisse, républicain plutôt orienté à gauche et qui a écrit de si belles études sur l'Allemagne, à Gustave Lanson, normalien et voltairien.

Mais, si tout le livre est à lire — et on le lit comme un long roman —, on permettra au chroniqueur qui signe ces lignes de donner ses préférences. Elles vont tout naturellement aux chapitres consacrés aux Francs, héritiers de l'Empire de Rome, qui furent les grands fondateurs de l'Europe d'Occident et dont le nom est resté attaché à la France, une des plus glorieuses nations de l'histoire moderne.

Mais que dire des quatre chapitres lumineux, écrits avec amour, on le sent, où il est question des Burgondes et de la Bourgogne, ou mieux des Burgognes? C'est que c'est, pour une bonne part, de notre histoire lotharingienne et romande qu'il s'agit. Nous sommes chez nous et chez nos voisins et amis immédiats.

Bourgogne, Lotharingie! Ces noms nous sont chers. Le premier demeure vivant — et de quelle vie! —, le second n'est qu'un souvenir qui hante la nostalgie des poètes et des historiens. Reconstituer la Lotharingie sera l'ambition du roi Rodolphe Ier, dont la mémoire n'est pas éteinte, ni celle de la reine Berthe, dans nos pays; ce sera l'ambition de Charles le Hardi (ou le Téméraire), mais, ajoute notre auteur, « elle représente, si éphémère qu'elle ait été, la seule réalisation d'une Europe médiane, cette hantise de l'histoire, cette impossible nécessité. Mais réveillons-nous du rêve lotharingien; laissons là, car le temps presse, l'aventureuse histoire des Burgognes — il y en a eu vingt-quatre — qu'énumère Gonzague de Reynold, dans le temps et dans l'espace, et saluons les beaux chapitres consacrés aux croyances et aux institutions germaniques, et mentionnons pour terminer les trente pages consacrées à l'épopée germanique, et surtout aux « Nibelungen ». Ce poème épique, parfaitement traduit en français, récemment encore, par Maurice Coleville et Ernest Tonnelat, qui fut professeur à l'université de Genève, c'est à la fois un monument de la poésie héroïque d'Occident et une « explication » de certains aspects de l'âme profonde des peuples germaniques. C'est, en outre, un poème de tradition burgonde et, par là, un peu le nôtre.

Un grand livre, dont l'éditeur français n'a pas eu tort de proclamer qu'« il fera date dans la littérature historique et philosophico-historique de notre temps ».

Georges GOLAY.

(Article extrait de la « Tribune de Genève » du 17 décembre 1953)

(1) Librairie Plon - Paris.

CHERS LECTEURS

Pour régler vos abonnements 1953 et 1954

envoyez-nous un chèque ou un mandat (voir nos tarifs d'abonnement en page 19) à l'adresse suivante.

BULLETIN EUROPEEN
C/C Postale Roma N. 1:16299

LA CONFERENCE DES « QUATRE »

Le 16 janvier, a été désigné l'endroit où devait avoir lieu la Conférence de Berlin. Voici le communiqué diffusé à cette occasion :

« Au cours de leur cinquième réunion, qui a eu lieu au Q. G. des forces britanniques de Berlin le 16 janvier, les représentants des hauts commissaires en Allemagne de France, du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des républiques socialistes soviétiques ont poursuivi l'étude de la question tendant à désigner un endroit de réunion pour la conférence de leurs quatre ministres des affaires étrangères, qui doit s'ouvrir à Berlin le 25 janvier, et d'autres détails techniques concernant cette conférence.

« Les représentants ont accepté que cette conférence se tienne dans deux endroits. Ils

*Dans notre prochain
numéro le compte rendu
de la Conférence*

ont choisi l'immeuble du 32 Elshoiz Strasse, qui fut utilisé par la commission de contrôle alliée, et l'immeuble situé 63-65 Unter den Linden, résidence du haut commissaire de l'U.R.S.S. en Allemagne.

« Les représentants ont par ailleurs décidé que pendant la première semaine de la conférence les réunions auraient lieu dans l'immeuble anciennement utilisé par le conseil de contrôle allié; la seconde semaine les réunions se tiendront à la résidence du haut commissaire de l'U.R.S.S. en Allemagne; la troisième semaine les réunions auront lieu dans l'immeuble anciennement utilisé par le conseil de contrôle allié. Par la suite l'endroit des réunions dépendra de l'évolution de la conférence.

« Des experts ont été désignés pour préparer un certain nombre de dispositions techniques ».

Vers le " POOL ATOMIQUE ? "

M. Charles Bohlen a eu le 6 janvier un entretien avec M. Molotov sur l'invitation de celui-ci.

L'agence Tass a, un peu plus tard, publié le communiqué suivant :

« M. Charles Bohlen, ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, a rendu visite, le 21 décembre 1953, au ministre des affaires étrangères de l'U.R.S.S., et lui a rappelé que le gouvernement soviétique s'était déclaré le 21 décembre — à propos du discours prononcé par le président des Etats-Unis le 8 décembre — prêt à participer à des pourparlers sur l'énergie atomique.

« Le gouvernement des Etats-Unis désirerait, a précisé M. Charles Bohlen, procéder à un échange de vues sur les questions de procédure relatives à ces pourparlers, notamment en ce qui concerne la date, le lieu et les modalités des pourparlers.

« Un tel échange de vues, a ajouté l'ambassadeur des Etats-Unis pourrait se faire entre le département d'Etat américain et l'ambassadeur de l'U.R.S.S. à Washington ou le représentant de l'U.R.S.S. aux Nations unies, avant la conférence des ministres des affaires étrangères des quatre puissances à Berlin, ou bien à Berlin au cours de cette conférence.

« Le 6 janvier M. Molotov a de nouveau reçu M. Bohlen et lui a fait savoir que le gouvernement soviétique avait examiné la proposition du gouvernement américain concernant un échange de vues sur les questions de procédure relatives aux prochains pourparlers sur l'énergie atomique notamment sur la date et les modalités de ces pourparlers. Tout comme le gouvernement des Etats-Unis, le gouvernement soviétique estime désirable d'examiner les questions sus-indiquées et est d'accord pour que l'examen soit entamé à Washington.

« Le gouvernement soviétique, pour sa part, mandate l'ambassadeur de l'U.R.S.S. aux Etats-Unis, M. G. N. Zaroubine, pour participer à cet examen.

« M. Bohlen a déclaré qu'il porterait à la connaissance du gouvernement des Etats-Unis la réponse du gouvernement soviétique ».

Le département d'Etat a, de son côté, publié le communiqué suivant :

« Le département d'Etat confirme que le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Molotov, a informé le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, par l'intermédiaire de l'ambassade des Etats-Unis à Moscou, que le gouvernement soviétique est prêt à procéder à un échange de vues sur les questions de procédure relatives aux prochaines conversations concernant le problème de l'énergie atomique, à Washington, par l'intermédiaire de l'ambassadeur Zaroubine.

« Le secrétaire Dulles envisage d'entreprendre à une date rapprochée les conversations techniques que le gouvernement soviétique considère comme acceptables.

« Celles-ci concernent l'acceptation par l'Union soviétique d'une suggestion que le secrétaire d'Etat Dulles avait communiquée au ministre soviétique des affaires étrangères, M. Molotov ».

Le 10 janvier se sont ouvertes, au Département d'Etat, entre MM. Zaroubine, ambassadeur soviétique aux Etats-Unis, et Foster Dulles, secrétaire d'Etat, les conversations préparatoires à des négociations sur la question de l'énergie atomique.

POUR LA C.E.D.

A BRUXELLES... MM. Schuman, Plevén et Van Zeeland

Un public chaleureux a écouté le 14 Janvier, dans le cadre des grandes conférences catholiques, les plaidoyers pour la C.E.D. de MM. Robert Schuman, René Plevén et Van Zeeland. Voici les principales déclarations des trois hommes d'Etat :

M. SCHUMAN :

« Cet organisme supranational n'est pas une fin en soi. Il trouve sa justification précisée dans la mesure où il concourt à mieux assurer la défense de l'indépendance de chacun des Etats. La C.E.D. est la meilleure expression de la solidarité des nations. A travers elle c'est toujours sa cause nationale que chacun des Etats solidaires entend servir, mais en envisageant cette cause nationale dans sa connexion avec celle des nations voisines.

« Entre le pacte atlantique et la C.E.D. il y a différence de méthodes plutôt que de principes: les deux traités s'inspirent des mêmes préoccupations et visent au même objectif. L'idéal est le même. Mais il convient de surmonter des répugnances psychologiques qui ne sont plus adaptables aux conditions du monde moderne. A situations nouvelles, solutions nouvelles... On gagne de moins en moins une guerre en employant la stratégie de la guerre précédente...

« La C.E.D. doit être une étape dans la voie de la réconciliation européenne; par elle la guerre entre peuples solidaires doit devenir impensable. Une C.E.D. incomplète serait une nouvelle ligne Maginot inachevée ».

« Au point du siècle où nous sommes le plan de défense, pour être efficace, doit être conçu en fonction de tout le territoire européen. On ne défend plus tel ou tel pays. On les défend tous ensemble en s'organisant en conséquence, ou bien on ne défend rien du tout. Il ne peut plus être question de plans ou de préparatifs nationaux plus ou moins bien coordonnés. Qu'il s'agisse de l'implantation des forces, de la répartition des approvisionnements, de la dispersion des centres de fabrication, de l'articulation des communica-

tions et des transports, il faut une conception commune et des moyens réalisés en commun, comme si les territoires à préserver n'en formaient plus qu'un.

« L'adversaire éventuel l'a d'ailleurs lui aussi compris. Bien qu'il ait sur nous l'avantage géographique de possibilités de recul infiniment plus vastes, il a imposé par la force à ses satellites la plus rigoureuse des intégrations militaires.

M. PLEVEN ;

« Dans un esprit de vulgarisation, d'explication un peu trop simpliste, on a souvent comparé le commissariat de la défense européenne à un ministère de la défense. L'image n'est juste qu'à condition qu'elle ne révèle pas une tendance à une centralisation excessive. Je pense personnellement — nos alliés américains me pardonneront l'expression — que nous devons nous garder de constituer une sorte de Pentagone européen. Une centralisation excessive introduirait dans le système intégré de la Communauté européenne de défense des risques d'inefficacité que nous connaissons bien, car nous avons souvent à nous en protéger à l'intérieur même du cadre national.

« Une ampleur injustifiée de l'appareil de direction centrale conduirait vite la C.E.D. à l'impuissance et à la paralysie et, par voie de conséquence, favoriserait en fin de compte les tendances centrifuges contre lesquelles nous voulons précisément nous prémunir. La C.E.D. c'est, au sein de l'alliance atlantique, un regroupement régional imposé par la géographie et les nécessités militaires. Le commissariat qui la dirige ne doit être qu'un organe de mise en condition des forces.

« Il ne faut pas qu'il y ait de malentendu à cet égard entre les pays atlantiques. La contribution militaire allemande ne peut permettre à nos amis anglosaxons de réduire la leur sur le territoire européen. C'est ainsi que la question n'a cessé d'être posée depuis septembre 1950. Si la situation internationale se transforme dans un sens favorable, ou si l'emploi des nouvelles armes permet une réduction du volume des effectifs, l'allègement devrait bénéficier à l'ensemble ».

M. VAN ZEELAND :

« Il n'est pas question d'oublier ce que nous avons subi deux fois du fait du militarisme allemand. Il n'est pas question de renier notre histoire. Mais, sans oublier le passé, regardons vers l'avenir. L'Allemagne ne peut pas rester isolée au milieu de l'Europe, où elle redeviendrait inévitablement une source de troubles. Il faut donner sa chance à l'Allemagne nouvelle en la rendant solidaire de l'Europe. Les hommes d'Etat de l'Allemagne nouvelle sont les premiers à accepter les précautions que la C.E.D. comporte contre le risque d'une renaissance du militarisme allemand.

« En l'état actuel des choses, dans le champ des solutions concrètes et acceptables par tous, je pense qu'aucune solution ne présente autant d'avantages et moins d'inconvénients que la C.E.D. Le traité pourra d'ailleurs à l'usage être amélioré.

« Notre politique est une politique de paix. Jamais nous n'aurons recours à la guerre. Personnellement je ne crois pas que les Russes veulent nous attaquer. Mais le danger réside dans le déséquilibre entre forces de l'Est et celles de l'Ouest. La C.E.D. concourt à effacer ce déséquilibre. Alors nous pourrions parler d'égal à égal avec Moscou. Nous sommes toujours prêts à négocier, mais nous ne devons pas pour autant abandonner notre effort de défense ».

... à PARIS lancement d'une campagne et...

M. Robert Schuman était le 12 janvier l'hôte d'honneur de la presse anglo-américaine à Paris. Dans l'allocution qu'il a prononcée il a exprimé sa confiance dans la ratification de la C.E.D. et a ajouté: « Nous allons entreprendre une campagne pour convaincre les masses et surtout les jeunes. Il y a des partisans convaincus dans tous les partis, depuis les socialistes jusqu'aux gaullistes. Nous devons donc faire appel à l'opinion publique pour qu'elle puisse exercer une influence sur l'attitude des parlementaires. »

A cette campagne participeraient des personnalités telles que MM. Pinay, Jacquet, Maurice Faure, René Mayer, Le Bail, J.-L. Vigier, etc. Elle prendrait la forme de réunions publiques auxquelles seraient conviés des représentants de tous les partis politiques.

Après avoir indiqué qu'il allait faire partie de la commission des affaires étrangères, M. Schuman, en réponse à des questions, a notamment déclaré:

« 1^o La C.E.D. ne doit pas devenir un sujet de négociation à la conférence de Berlin. Les Russes ne consentent à aller à Berlin qu'à cause de la C.E.D., et il vaut mieux fortifier notre position en traitant avec eux;

« 2^o La Grande-Bretagne finira par donner satisfaction aux demandes françaises d'associations avec la C.E.D., spécialement sur le plan technique;

« 3^o Les Allemands n'attendent pas éternellement pour recouvrer leur souveraineté, qui leur est rendue par le traité de Bonn, lequel est lié à celui de Paris;

« 4^o L'unité de la France et de ses territoires d'outre-mer n'est pas menacée par la C.E.D., qui, au contraire, permet à la France de conserver une armée nationale pour la protection de ces territoires, et la France est au sein de la C.E.D. la seule nation qui bénéficie de cette faculté. »

... Résolution de l'Internationale libérale...

Le comité exécutif de l'Internationale libérale, qui a été dié à la mi-janvier à la Maison de l'Amérique latine à Paris les problèmes que soulève l'intégration de l'Europe, a défini sa position dans une résolution sans équivoque:

« Appelant de ses vœux la ratification de la C.E.D. et du projet d'autorité politique commune, le comité, dans cette résolution, souligne que leur refus, prenant valeur de symbole, porterait à l'oeuvre d'ensemble un coup mortel et rouvrirait l'ère des rivalités nationales; affirme que la politique d'unification européenne ne saurait être ajournée par la crainte fallacieuse de compromettre les chances d'une négociation avec la Russie; dénonce le danger des prétendues solutions de rechange, dont l'examen conduirait à de nouvelles controverses, à de nouveaux ajournements et rendrait impossible toute décision; se déclare convaincu en outre qu'une politique atlantique européenne, loin de constituer une politique de rechange à la politique européenne, ne saurait être poursuivie et renforcée que par la poursuite et le renforcement de la construction de l'Europe ».

...et du Mouvement Européen

Le Conseil français du Mouvement européen, au cours de la réunion qu'il a tenue le 13 décembre sous la présidence de M. Pierre-Henri Teitgen, a adopté une résolution dans laquelle il souligne que « si une majorité venait à se constituer pour refuser la ratification du traité de Communauté européenne de défense, cette majorité, qui comprendrait cent voix communistes, serait incapable de mettre sur pied et de mener à bien une autre politique constructive:

— Qu'en pareil cas, par la déception justifiée qu'elle causerait à ses alliés d'Europe et d'Amérique, la France perdrait le prestige et l'autorité internationale que lui ont valu les initiatives qu'elle a prises dans le domaine international;

— Que devant l'impossibilité de construire l'Europe il serait à craindre que les forces démocratiques allemandes soient balayées par un courant nationaliste qui deviendrait vite irrésistible;

— Que la division du monde libre accroîtrait singulièrement la menace venant de l'Est.

Il demande en conséquence à l'opinion publique de soutenir hardiment la Communauté européenne de défense, compte sur les parlementaires pour affirmer la continuité de la politique de la France en procédant à la ratification du traité, ratification qui devra être acquise au plus tard dès que les conditions prévues par le gouvernement auront été réunies.

L'EUROPE DE FER

Un complot militaire en Bulgarie

Un complot ourdi contre le régime communiste bulgare a été découvert récemment par la police rouge. On en a appris quelque chose à la suite du procès à huit clos qui s'est déroulé devant le tribunal militaire suprême de Sofia. 144 officiers de l'Armée rouge ont été compromis dans ce procès colossal, et de nombreux fonctionnaires de l'Etat se trouvaient eux aussi au banc des accusés.

Contre ceux-ci a été formulée la plus terrible accusation du régime communiste: "avoir constitué une organisation clandestine dans le but de renverser le gouvernement du peuple". Sur la base de cette accusation, le tribunal a émis 17 condamnations à mort, 90 condamnations à des peines d'au minimum 10 ans de travaux forcés et, pour la majeure partie des accusés, la condamnation aux travaux forcés à perpétuité.

Officiellement, rien encore n'a été publié dans les journaux du Pays, car cette fois, il ne s'agit pas des habituels "espions américains" ou des habituels "agents de l'impérialisme bellicieux". Les accusés sont tous des militaires de carrière ou des fonctionnaires dont l'attitude ne peut s'expliquer que par la renaissance d'un patriotisme national qui a toujours été très vif en Bulgarie et par le dégoût de la tyrannie soviétique dont le poids s'est fait plus lourd ces derniers temps: soit à cause de l'envoi d'agents de Moscou dans tous les grands centres, soit en raison de l'asservissement total des forces armées bulgares aux forces russes, soit parce que le travail imposé à la population pour faire face aux nécessités d'exportation vers Moscou est devenu de plus en plus intense.

Comité de l'Albanie libre

Le 26 novembre 1953, les leaders de tous les nationa-

listes albanais ont pris une résolution d'une importance extrême.

A l'occasion de cet anniversaire, les différents leaders politiques se sont réunis à Rome et ont décidé d'un commun

accord d'élargir et de réorganiser le Comité national pour l'Albanie Libre afin que celui-ci englobe tous les courants principaux qui travaillent, à l'étranger, en vue de libérer l'Albanie.

Des Italiens échappés à l'enfer de Bucarest

« Depuis plus d'un an, on était sous nouvelles de première main sur la situation en Roumanie... Le rideau vient d'être soulevé: trois familles d'Italiens, celle de Pietro Bellina originaire de Venzone, celle de Ugo Simoncelli, des environs de Pesaro et celle d'Albino Giordano du Frioul sont arrivées le 15 décembre au Centre d'accueil de Réfugiés d'Udine.

Pietro Bellina, chef de chantier, Simoncelli peintre-décorateur, Giordano mosaïste ont vécu en ouvriers aussi bien sous le régime démocratique que sous le régime communiste, aussi sont-ils particulièrement qualifiés pour parler des deux systèmes.

... « Un jour, quand ceux d'aujourd'hui arrivèrent au pouvoir, dit Simoncelli, on me fit savoir que la maisonnette que j'avais construit pierre par pierre de mes propres mains appartenait désormais par décret à l'Etat. Et comme si un tel coup ne suffisait pas, ils nous rendirent chaque jour la vie plus difficile, au point qu'elle devint impossible. A la fin nous avons dû demander le rapatriement, tout en sachant qu'une vie difficile nous attendait. Mais au moins nous aurions respiré l'air de la liberté ».

Et voici ce que dit le chef de chantier Bellina qui a été au service des rouges jusqu'au jour où la tuberculose l'a vaincu.

« De cette riche Roumanie qui même durant la guerre ne connut ni les rationnements ni les restrictions d'aucune sorte, de cette Roumanie grande exportatrice de pétrole et de blé

il ne reste plus rien. Aujourd'hui on peut dépeindre le pays en peu de mots, aussi terribles que le plus terrible châtiment: prisons bondées, hôpitaux remplis de malades et démunis de médicaments, énorme mortalité et des gens qui haïssent comme ils n'ont jamais haï. Et ces gens, en particulier les jeunes, sont pour la moitié atteints de tuberculose. Ma maladie, la maladie du travail sans pause et sans possibilité de manger à sa faim. Un pays méconnaissable: de tout ce qui se produit seule une toute petite partie est réservée à la population. Le reste est envoyé en Russie pour rassasier ceux qui ont eu le mérite d'avoir inventé le bolchevisme. Au milieu de cette misère, il y a tant de haine et de rébellion que s'il était possible de les transformer en force agissante, en un clin d'oeil tout le système sauterait. Même les communistes, les éléments privilégiés qui reçoivent des salaires exceptionnels et davantage de vivres, ne sont pas unis...

...Le dernier scandale a été celui du canal Danube-Mer Noire

Il y a quelques mois, les travaux ont été suspendus. Rien n'avait croulé de l'ouvrage fait mais les dirigeants s'étaient rendus coupable de telles fraudes que toutes les caisses étaient restées à sec...

Quelques uns de mes camarades qui avaient demandé à aller travailler là, alléchés par une paie de 40 % supérieure à la normale, étaient revenus affaiblés, désespérés. Ils racontaient qu'on les avait fait travailler sans leur donner un sou... ».

l'Extrait du «Tempo» 16 décembre 1953

IERE LE RIDEAU

28 novembre : Jour de l'Indépendance d'Albanie

Résolution du Comité Albanais

Le 28 Novembre c'est le jour de notre indépendance nationale. Les Albanais ont l'habitude de fêter avec un sentiment quasi religieux ce jour qui a vu se réaliser leurs aspirations séculaires; l'indépendance de l'Albanie.

Bien qu'elle eut été depuis l'antiquité une nation distincte avec ses propres caractères ethniques et géographiques et qu'elle eut joué un rôle historique important à travers les âges, dans les temps modernes, l'Albanie ne devint Etat indépendant qu'en 1912. Ce fut comme le couronnement de la longue et pénible lutte des Albanais pour devenir une nation libre. Même alors les menaces et les interventions du dehors pour rompre l'unité nationale et partager les territoires de la petite Albanie déjà mutilée et réduite à moitié, ne cessèrent pas. Ce qui nécessita des efforts suprêmes de ce petit peuple, jaloux de son indépendance, pour venir à bout de ces difficultés.

Une fois délivré de la confusion de la première Guerre Mondiale, le nouvel Etat se mit en devoir de s'organiser et de modèler ses institutions sur l'exemple de l'Occident. Les Albanais, avides de civilisation et de créations modernes, travaillèrent avec courage à créer les conditions d'une vie libre et constructive dans la famille des nations libres. Et malgré le mauvais héritage du passé et les difficultés politiques à surmonter, ils firent en peu de temps bien du chemin en avant.

Mais, malheureusement pour eux comme pour la plupart des peuples européens, leur pays fut envahi, sans qu'ils fussent responsables, par les deux agressions impérialistes de notre temps; le fascisme, d'abord, le communisme, après. Dans les deux cas, le peuple albanais fit preuve d'un courage et d'une maturité politique incontestables, uni autour des symboles de la patrie pour la défense de sa liberté et de son indépen-

dence. il combattit avec bravoure et sa résistance n'est pas encore complètement domptée. La tyrannie communiste ne se maintient qu'en appliquant avec une rigueur extrême ses moyens oppressifs. Néanmoins, la résistance des paysans et le nouvel esprit de liberté qui envahit la jeunesse paraissent indomptables. Le souvenir de ses sacrifices inouïs dans le passé pour conquérir son indépendance et le sentiment de son droit et de la justesse de sa cause donnent au peuple albanais — le peuple le plus sacrifié de l'Europe — sa force de résistance et la ténacité de son âme nationale.

Malgré les tortures, la faim, la mort, les prisons et les camps de concentration qui regorgent de condamnés aux travaux forcés, les velléités de révolte continuent à tenir le régime communiste sur le qui-vive.

Ils est à regretter que les souffrances de ce peuple, son droit et ses aspirations à la liberté n'aient pas trouvé l'accueil et la compréhension qu'on espérait dans les pays du monde libre.

Malgré tout, opprimé et abandonné à son destin comme il est, le peuple albanais continue à supporter son martyre avec une force d'âme sans exemple. Il ne perd pas l'espoir de se libérer un jour et d'être lui-même maître de ses destinées. Il a confiance en sa capacité de résistance, en la lutte, l'effort commun et la solidarité de tous les peuples opprimés pour mettre fin à la tyrannie, à l'oppression de l'homme par l'homme. Il croit en son avenir.

(Extrait de «Albanie libre»)



«Nous, les responsables du Comité National pour l'Albanie libre, nous désirons mettre en relief aux yeux de tous les émigrés albanais éparpillés à travers le monde, quel que soit le pays où s'est acheminée cette émigration albanaise, que les portes du Comité sont grandes ouvertes à tous les Albanais de bonne volonté qui désirent prendre part à la lutte pour la libération, abstraction faite des partis politiques, de la religion, des convictions idéologiques, pourvu que ces convictions ne soient pas dangereuses pour le peuple albanais».

(Shqipëria) 15 xbe 53.

Méthodes soviétiques

Un jeune Albanais, membre du Balli Kombetar qui s'est récemment réfugié en Grèce, a fait les déclarations suivantes:

«Le 15 octobre 1951, ils m'avaient enrôlé de force dans le bataillon de travail forcé n. 7710. Dans ce bataillon, qui était composé de 800 hommes recrutés dans les mêmes conditions que moi, se trouvaient les fils de tous les "réactionnaires". Les officiers, notamment le commandant Shaban Rexha, étaient de la plus grande cruauté. Nous travaillions comme des esclaves à la construction de casernes et de maisons destinées aux officiers, 13 heures par jour. Pour moi j'ai travaillé pendant 15 mois à Tirana. Selon le règlement communiste, chacun de nous devait déblayer 5 m3 de terre par jour, et transporter 3 m3 de tuf pour la construction. Etant donné la nourriture insuffisante et les terribles conditions d'hygiène, nous n'en pouvions plus et bien souvent nous ne pouvions accomplir la tâche fixée. Nous étions alors accusés de "sabotage" et punis par des corvées de nuit.

Communiqué de la Maison Blanche sur la C. E. D.

On attache la plus grande importance à la déclaration qui a été publiée, à la Maison Blanche, à l'issue de la réunion du Conseil national de sécurité, fin décembre.

Dans l'entourage du président, on insiste particulièrement sur les points suivants du communiqué :

1° Le souci personnel causé au président Eisenhower par le problème de la C.E.D.

2° Son insistance à déclarer que le but essentiel de la C.E.D. est de mettre fin à la rivalité entre la France et l'Allemagne et non pas seulement de satisfaire des besoins purement militaires en Europe.

3° La confirmation du fait qu'une « alternative » n'existe pas, mais que les Etats-Unis seront dans l'obligation pénible d'en chercher une si la C.E.D. n'était pas réalisée.

4° L'allusion au rôle du militarisme allemand, qui est destinée avant tout à corriger l'impression déplaisante créée en France par les paroles de M. Dulles.

5° L'allusion au passage concernant la Communauté charbon-acier où est contenue la promesse d'aide américaine sous forme de prêts.

Voici le texte du communiqué de la Maison Blanche :

« Au cours de la réunion, tenue aujourd'hui par le Conseil national de sécurité, le président a pris connaissance avec satisfaction du rapport sur l'O.T.A.N. fait par M. Dulles, le secrétaire au Trésor Humphrey, le secrétaire à la Défense Charles Wilson et l'administrateur de l'Office des opérations étrangères, M. Stassen, qui ont pris part à la réunion du conseil des ministres de l'O.T.A.N. à Paris.

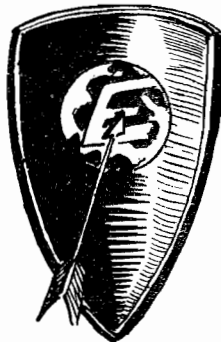
Le rapport indique que l'organisation atlantique fonctionne efficacement et continue d'accroître la force et la cohésion nécessaires à l'établissement d'un système de sécurité collectif à long terme.

Le président a été informé des perspectives de ratification de la Communauté européenne de défense, sujet qui, depuis longtemps, lui cause de vives préoccupations. Le président considère la C.E.D. comme la seule proposition pratique capable de mettre fin, d'une façon permanente, à la querelle franco-allemande réveillée deux fois au cours de notre génération par le militarisme allemand, et de créer un noyau solide au centre du système défensif de l'O.T.A.N. Le président partage les vues exprimées au cours du conseil de l'O.T.A.N. par le secrétaire d'Etat selon lequel, au cas où la Communauté européenne de défense ne serait pas réalisée, les Etats-Unis seraient contraints de réexaminer leur politique fondamentale à l'égard de l'Europe.

xaminer leur politique fondamentale à l'égard de l'Europe.

Le président a également été informé des travaux de la Communauté européenne du charbon et de l'acier qui a déjà réuni sur une base limitée les six pays destinés à être membres de la Communauté européenne de défense. Le président a été encouragé par le fait que la Communauté du charbon et de l'acier est maintenant en marche.

Il a réaffirmé à cette occasion son espoir que le moyen puisse être trouvé de permettre aux Etats-Unis d'aider sous forme de prêts la Communauté européenne du charbon et de l'acier à moderniser son équipement et à développer ses ressources naturelles conformément à la lettre qu'il écrivait le 15 juin dernier aux commissions des Affaires étrangères de la Chambre et du Sénat.



L'Agriculture italienne en EUROPE

La Tribune Européenne d'Agriculture a fait deux fois saluer le comble dans sa première semaine fin janvier. Après l'agriculture belge, elle vient de citer l'agriculture italienne. Le professeur Ugo Papi, recteur de l'Université de Rome, mit l'accent sur les difficultés de son pays, en présence de la péninsule étroite, montagneuse, aux démographies exubérantes, comprenant 150 habitants au kilomètre carré, avec un excédent total de 340.000 âmes et 130.000 unités nouvelles sur le marché du travail chaque année.

Les possibilités industrielles étant faibles, le chômage total touche près de deux millions de travailleurs obligeant à des impositions de main-d'œuvre limitées, car elles alourdissent les prix. Bien que la population rurale représente 45 % du total, la terre a été exploitée à 93 % de l'ensemble du territoire, ce qui constitue un record. Et encore trouve-t-on 19 % de boisements, proportion faible pour tenir contre les menaces d'érosion; 20 % de plaines, 27 % de coteaux et autant de montagnes.

Pour fournir des moyens d'existence au plus grand nombre de familles, la terre doit être morcelée. La réforme agraire devenait ainsi inéluctable, substituant de petites fermes intensives aux grandes exploitations extensives. Cette réforme, portant déjà sur 700.000 hectares, exige une politique cohérente d'investissements et de puissants moyens d'aménagement étalés sur dix ans.

Comme en France, il y a aussi un problème du Midi, zone de dépression où le niveau d'existence est très bas. 4 millions d'hectares de terre doivent y être bonifiés par 400.000 hectares de lacs artificiels. On prévoit en outre l'édification de deux cents bourgs, deux mille huit cents corps de ferme et d'autres travaux exigeant douze millions de journées de travail annuel pendant douze ans.

La production accrue par l'effort de paysans courageux que soutient techniquement leur organisation professionnelle demeure insuffisante, surtout en céréales et en viandes.

INFORMATIONS

A Rome entrera en fonction au mois de février la « Maison internationale des Affaires », qui aura son siège à la Gare Termini.

Il s'agit d'une initiative unique en son genre en Europe mais dont il est à souhaiter que l'exemple soit suivi dans les autres Pays d'Europe. En effet, la « Maison des affaires » offrira aux hôtes étrangers la possibilité d'effectuer avec le minimum de difficultés les opérations commerciales qu'ils seront venus accomplir à Rome. Ils auront à leur disposition des salles de réunion, bibliothèques, catalogues et bulletins commerciaux et financiers en plusieurs langues, tandis que des interprètes faciliteront leurs rencontres avec les hommes d'affaires et les milieux industriels italiens. La Chambre de Commerce de Rome prépare l'organisation des divers services. On prévoit que des réunions et congrès périodiques seront tenus à la « Maison des Affaires » pour traiter des questions économiques internationales.

* * *

L'Institut Universitaire d'Etudes Européennes de Turin tiendra de nouveau cette année ses cours qui commenceront le 2 février et se termineront en mai.

Les cours seront tenus par 60 professeurs provenant de 6 Pays, et parmi lesquels il faut mentionner les anciens ministres MM. Robert Buron, André Philip et Roberto Tremelloni. Les cours seront divisés en: cours d'introduction, section économique, cours communs. 300 élèves de 15 Pays européens ou extra-européens bénéficient cette année d'une bourse d'études.

Les cours seront complétés par des leçons et des conférences publiques sur le développement de la civilisation européenne, la géographie descriptive et économique de l'Europe, le droit public comparé européen, les différents systèmes de criminologie en Europe et autres sujets et par des cours facultatifs de langues modernes et de civilisation italienne.

La fréquentation des cours, tenus en langue française, (2 à 3 heures par jour, outre des séances de séminaire et les conférences publiques) est obligatoire.

Les inscriptions aux cours sont gratuites et seront reçues jusqu'au 31 janvier 1954, au Secrétariat de l'Institut, via Roma 53, Turin.

purgo» (qu'on peut traduire: « Je me dresse contre le crime et j'en supprime l'occasion »).

L'emblème, indique-t-on au quartier général Centre-Europe, est constitué par un écu au centre duquel figure une tour d'argent symbolisant à la fois la citadelle Europe et la ville d'Aix-la-Chapelle, ancienne capitale et place forte de Charlemagne, premier réalisateur du bloc européen, des rivages de l'Atlantique aux frontières orientales de la Hongrie en 814. A l'entrée de la tour sont gravées les initiales C. E. (Centre Europe). Derrière la tour, la pointe dressée vers le ciel, l'épée de Charlemagne. La devise est inscrite sur la bande ornant le pourtour de l'écu. Ces armoiries symbolisent la puissance de l'ensemble des forces armées Centre-Europe, dressées pour faire face à toute agression.

Les couleurs dominantes de l'emblème sont l'or, le vert et l'argent. La devise est en caractères noirs et les lettres C. E. en blanc. Quatre couleurs: le vert, le rouge, le bleu pâle et le bleu marine, représentent chacun des commandements du Centre-Europe.

La devise de Charlemagne

pour les

FORCES ALLIÉES

Le maréchal Juin, commandant en chef des forces de terre, de mer et de l'air Centre-Europe, vient d'agrèer le nouvel emblème officiel qui sera porté par tout le personnel placé sous son commandement.

Cet emblème, en forme d'écusson brodé ou d'insigne métallique, porte la devise de Charlemagne: « In scelus exurgō sceleris discrimina

bulletin européen

Fondateur: CONSTANTIN DRAGAN, Directeur responsable: GIORGIO DEL VECCHIO

Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME

Tél. 61.260 - 689.570 - 62.578

ABONNEMENTS

Italie Lires 2000

Etranger Dollars 3, —

ABONNEMENTS D'HONNEUR - 5000

ABONNEMENT D'HONNEUR .. 10. —

c/c postale Roma N. 1|16299

Edité par l'Agence de Presse Radio Europe

Registr. Trib. Rome No. 1861 du 15|2|1951

STUDIO TIPOGRAFICO B. S. - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

Fondé en 1950 par CONSTANTIN DRAGAN

ont collaboré...

Karl ARNOLD, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, PAUL BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Hendrik BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, René CASSIN, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, Dino Del BO, Giorgio Del VECCHIO, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, G. van ESBROECK, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, Guido GONNELLA, W. A. 't HART, STEFANO JACINI, Jerzy JANKOWSKI, Jacques KAYSER, Pierre de LANUX, Lars J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Eduard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giovanni PERSICO, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, Joseph STEVENS, Jacques TREMPONT, Pierre VINOT, Rivington R. WINANT.